# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## Iraq

Question au Gouvernement n° 339

### Texte de la question

IRAK

**M. le président.** La parole est à M. Jean-Claude Lefort, pour le groupe des député-e-s communistes et républicains.

**M. Jean-Claude Lefort.** Monsieur le président, ma question, qui concerne l'Irak, s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères.

Monsieur le ministre, le Conseil de sécurité a décidé de prolonger d'un mois la mission des inspecteurs de l'ONU. Ceux-ci demandaient d'ailleurs plus de temps, mais c'est encore trop pour les Etats-Unis, qui ont pourtant souscrit aux résolutions de l'ONU. Ces derniers ont hier confirmé, par la voix du président Bush, qu'il faut la guerre, et vite, c'est-à-dire avant la fin du temps imparti aux inspecteurs.

La dernière annonce américaine à propos d'une fabrication ambulante d'armements irakienne ne fera succomber que ceux qui le voulaient déjà. Je rappelle que le rôle confié aux inspecteurs de l'ONU est non seulement de contrôler, mais également de désarmer l'Irak, si besoin est.

Les preuves américaines annoncées ne peuvent s'inscrire que dans ce cadre. La fermeté s'impose donc face à une volonté exclusivement guerrière, qui refuse d'accorder la moindre chance à la paix.

Il est temps que les dirigeants américains sachent que notre pays utilisera sont droit de veto pour empêcher le pire. Nous devons privilégier pleinement et fermement, vis-à-vis de tous, une solution politique et rejeter catégoriquement l'esprit de conquête.

Ce n'est donc pas seulement la guerre sans la France que nous voulons : nous ne voulons pas de guerre du tout. C'est d'ailleurs ce qu'expriment clairement et lucidement les opinions publiques sur toute la planète, y compris aux Etats-Unis.

Personne ne pourra sortir indemne d'un tel affrontement. A part quelques illuminés, chacun mesure ou devine les risques incalculables et l'instabilité durable qui résulteraient pour le devenir de la planète d'un choc armé entre civilisations.

**M. le président.** Veuillez poser votre question, monsieur Lefort.

**M. Jean-Claude Lefort.** Monsieur le ministre, que comptez-vous faire pour que prévale le seul chemin civilisé qui vaille : pas de guerre en Irak ?

Comme Aristide Briand, nous disons que la France ne se diminue pas, ...

**M. le président.** Monsieur Lefort...

**M. Jean-Claude Lefort.** ... qu'elle ne se compromet pas quand, libre de toutes ces visées impérialistes et ne servant que les idées de progrès et d'humanité, elle se dresse face au monde pour dire : je vous déclare la paix !

Cela vaut aussi pour le Proche-Orient,...
**M. le président.** Monsieur Lefort...
**M. Jean-Claude Lefort.** ... où les perspectives sont encore plus sombres après les élections israéliennes. Nous vous demandons, monsieur le ministre...
**M. le président.** Merci, monsieur Lefort.
La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.
**M. Dominique de Villepin,** ministre des affaires étrangères. Monsieur le député, comme l'a dit le Président de la République, la guerre est toujours un constat d'échec. Elle ne peut donc être qu'un dernier recours. C'est pourquoi nous avons fait, avec la résolution 1441, le choix de la coopération, avec un objectif clair : le désarmement de l'Irak.
**Un député du groupe socialiste.** Et la Corée du Nord ?
**M. le ministre des affaires étrangères.** C'est pourquoi nous nous mobilisons pour préserver l'unité de la communauté internationale, condition de la légitimité, de l'efficacité et de la responsabilité de l'action internationale.
Les rapports de M. Blix et de M. ElBaradei, qui viennent d'être présentés au Conseil de sécurité, confirment la nécessité de persévérer dans la voie de la coopération. Ils montrent l'importance du travail qui a déjà été accompli ; avec plus de 450 inspections. Ils définissent ce qui reste à faire, dans les domaines chimique et biologique essentiellement, et tirent des conclusions encourageantes dans le domaine nucléaire. Ils soulignent la nécessité de donner aux inspecteurs à la fois les moyens et le temps indispensable pour maintenir la pression sur Bagdad. Tous nos efforts doivent viser à poursuivre et à intensifier les inspections. A la demande du Président de la République, j'ai saisi l'ensemble des membres du Conseil de sécurité pour qu'ils transmettent aux inspecteurs toutes les informations qui seraient en leur possession.
**M. Paul Quilès.** Cela faisait un moment que nous le demandions !
**M. le ministre des affaires étrangères.** Nous avons appelé le régime de Bagdad à une coopération active et nous multiplions les efforts pour obtenir une position commune, ce à quoi nous sommes parvenus lundi avec nos partenaires européens. Je me rendrai le 5 février à la réunion du Conseil de sécurité qu'a demandée M. Bush, hier. Les Américains présenteront leurs informations. Nous présenterons les nôtres, avec le souci de rendre les inspections toujours plus efficaces, avec l'objectif de poursuivre la démarche de paix et de coopération qui est celle de la France. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.)*

## Données clés

**Auteur :** M. Jean-Claude Lefort
**Circonscription :** Val-de-Marne (10e circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains
**Type de question :** Question au Gouvernement
**Numéro de la question :** 339
**Rubrique :** Politique extérieure
**Ministère interrogé :** affaires étrangères
**Ministère attributaire :** affaires étrangères

## Date(s) clée(s)

**Question publiée le :** 30 janvier 2003
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 30 janvier 2003